

156357-2026 - Konkurrencevilkår

Belgien – Vagttjenester – SERVICES DE GARDIENNAGE

OJ S 46/2026 06/03/2026

Udbudsbekendtgørelse – den lempelige ordning

Tjenesteydelser

1. Køber

1.1. Køber

Officielt navn: Opérateur de Transport de Wallonie - Direction Namur-Luxembourg

E-mail: jean-christophe.choukart@letec.be

2. Procedure

2.1. Procedure

Titel: SERVICES DE GARDIENNAGE

Beskrivelse: SERVICES DE GARDIENNAGE

Identifikator for proceduren: f3896321-3239-4fe6-94c2-5aa509a84be8

Intern ID: PPP0WV-1972/6131/NL-EXPL-2025-04

Udbudsprocedure: Udbud med forhandling/indkaldelse af tilbud med forudgående offentliggørelse

Hovedpunkterne i proceduren: procédure négociée avec mise en concurrence préalable

2.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser

Primær klassifikation (cpv): 79713000 Vagttjenester

2.1.2. Udførelsessted

Landsdel (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Land: Belgien

2.1.2. Udførelsessted

Landsdel (NUTS): Arr. Namur (BE352)

Land: Belgien

2.1.4. Generelle oplysninger

Retsgrundlag:

Direktiv 2014/25/EU

2.1.6. Udelukkelsesgrunde

Kilder til grundlag for udelukkelse: Udbudsdokument

5. Delkontrakt

5.1. Delkontrakt: LOT-0001

Titel: SERVICES DE GARDIENNAGE

Beskrivelse: SERVICES DE GARDIENNAGE

Intern ID: NL-EXPL-2025-04_1

5.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser
Primær klassifikation (cpv): 79713000 Vagttjenester

5.1.2. Udførelsessted

Postadresse: Avenue Gouverneur Bovesse 96
By: Jambes (Namur)
Postnummer: 5100
Landsdel (NUTS): Arr. Namur (BE352)
Land: Belgien
Yderligere oplysninger: OPERATEUR DE TRANSPORT DE WALLONIE

5.1.3. Anslået varighed

Varighed: 96 Måneder

5.1.4. Fornyelse

Højeste antal fornyelser: 7
Yderligere oplysninger om fornyelser: Le marché comporte sept reconductions.

5.1.6. Generelle oplysninger

Reserveret deltagelse:

Deltagelse uden forbehold.

Navnene på og de faglige kvalifikationer for det personale, der skal udføre kontrakten, skal angives: Ikke påkrævet

Indkøbsprojekt, der ikke finansieres med EU-midler

5.1.9. Udvælgelseskriterier

Kilder til udvælgelseskriterier: Bekendtgørelse

Kriterium: Referencer på specificerede tjenester

Beskrivelse af udvælgelseskriterium: Expériences dans le gardiennage Niveau(x) minimal (aux): Nombre de références : Le soumissionnaire fournira une liste de minimum trois références pour des prestations de gardiennage. Nature des prestations et similarité avec l'objet du marché : Les références devront concerner des prestations de gardiennage humain, incluant au moins : •la surveillance de sites, •et/ou le contrôle d'accès, •et/ou des rondes de sécurité. Les prestations de simple télésurveillance sans présence humaine ne sont pas suffisantes. Au moins deux références devront porter sur un site de nature comparable à celui du présent marché, à savoir un site ouvert au public (de type gare, station de métro, galerie commerciale ...). Période d'exécution : Les références devront porter sur des prestations exécutées au cours des trois dernières années à la date limite de remise des candidatures. Volume minimal de prestations : Chaque référence présentée devra justifier d'un volume minimal de prestations de 4800 heures sur une année. Le soumissionnaire établit une liste qui reprendra : – Le nom du client privé ou public ; – La période d'exécution/durée/dates ; – Le volume des prestations par référence par année (nombre d'heures) ; – La description des missions effectuées dans le cadre de chaque référence.

Kriterium: Godkendelse eller medlemskab af en bestemt organisation nødvendig for servicekontrakter

Beskrivelse af udvælgelseskriterium: Agrément au titre d'une entreprise de sécurité en vue d'exploiter une entreprise de gardiennage délivrée par le SPF Intérieur Niveau(x) minimal (aux): Le soumissionnaire dispose d'un agrément au titre d'une entreprise de sécurité en vue d'exploiter une entreprise de gardiennage délivrée par le SPF Intérieur. Le soumissionnaire joint une copie de ce document en annexe de sa demande de participation.

Kriterium: Andre økonomiske eller finansielle krav

Beskrivelse af udvælgelseskriterium: Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016. L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure. Conformément à l'article 151 de la Loi du 17 juin 2016, les motifs d'exclusion spécifiés dans les articles 67 à 69 de ladite loi sont applicables. Motifs d'exclusion obligatoires (article 67 de la Loi du 17 juin 2016, article 67 de l'Arrêté royal du 18 juin 2017 et article 61 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques) S'agissant des motifs d'exclusion obligatoire : sauf s'ils indiquent dans le DUME avoir pris des mesures suffisantes afin de démontrer leur fiabilité, conformément à l'article 70 de la loi du 17 juin 2016, seuls les candidats ne tombant pas dans un des motifs d'exclusion énumérés aux articles 67 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et 61 de l'Arrêté Royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques peuvent participer au présent marché public. À cette fin, les candidats pour être sélectionnés fourniront un EXTRAIT DU CASIER JUDICIAIRE (ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement) de la société ou de la personne physique qui souhaite participer au présent marché. Cet extrait date de moins de 6 mois par rapport à la date limite de remise des demandes de participation, attestant de l'absence de condamnation du candidat pour un des délits suivants : o participation à une organisation criminelle ; o corruption ; o fraude ; o infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ; o blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ; o travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ; o occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Cette disposition s'applique de la même manière à l'égard de l'entité à la capacité de laquelle le candidat fait appel (tiers ou sous-traitant) lorsque la capacité de cette entité est déterminante pour la sélection dudit candidat. ! Conformément à l'art. 67 de la loi du 17/06/2016, l'obligation d'exclure le candidat s'applique aussi lorsque la personne condamnée par jugement définitif est un membre de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit candidat ou détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein. À cette fin, les candidats fourniront un extrait du casier judiciaire pour les personnes visées au paragraphe suivant et datant de moins de 6 mois par rapport à la date limite de remise des demandes de participation, attestant de l'absence de condamnation pour un des délits précités. Motifs d'exclusion facultatifs (article 69 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics) Tout candidat qui se trouve dans une situation visée à l'article 69 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics peut être exclu de la procédure de passation du marché conformément aux conditions posées par celle-ci. Conformément à l'article 73 de la loi du 17/06/2016, le Pouvoir Adjudicateur, pour les candidats belges, vérifiera notamment le respect de l'obligation de l'article 69 2° de la loi du 17/06/2016 (attestation de non-faillite) via l'application TELEMARC (accès sécurisé aux bases de données fédérales) géré par l'Agence pour la Simplification Administrative. Pour les candidats étrangers pressentis être sélectionnés, ceux-ci fourniront l'attestation adéquate équivalente, émanant de leur pays, attestant qu'ils sont en règle. Le document, le cas échéant, est traduit en français. Cette disposition s'applique de la même manière à l'égard de l'entité à laquelle le candidat fait appel (tiers ou sous-traitant) lorsque la capacité de cette entité est déterminante pour la sélection dudit candidat. En cas de groupement d'opérateurs économiques : ce qui précède s'applique à chaque membre dudit groupement. Dettes sociales et fiscales (article 68 de la Loi du 17/06/2016 relative au marchés publics, article 68 de l'Arrêté Royal du 18 juin 2017 et articles 62 et 63 de l'Arrêté Royal du 18

/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques) Est exclu de la participation à la procédure de passation, à quelque stade que ce soit, le candidat qui ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale. Peut néanmoins être admis à participer à la procédure, le candidat qui n'a pas une dette de cotisations sociales ou une dette fiscale supérieure à 3.000 EUR ou qui peut faire valoir une des situations exonératoires visées aux articles 62 et 63 de l'AR du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. Conformément à l'article 73 de la loi du 17/06/2016, le Pouvoir adjudicateur, pour les candidats belges, vérifiera le respect de ces obligations via l'application TELEMARC (accès sécurisé aux bases de données fédérales) : • auprès de l'Office Nationale de la Sécurité Sociale ; • auprès du SPF Finances. Pour les candidats étrangers pressentis être sélectionnés, ceux-ci fourniront les attestations adéquates équivalentes, émanant de leur pays, attestant qu'ils sont en règle. Les documents, le cas échéant, doivent être traduits en français. Mesures correctrices (article 70 de la Loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics) • Concernant les motifs d'exclusion obligatoire, et en vertu de l'article 70, §2, de la loi du 17 juin 2016, tout candidat qui

5.1.10. Tildelingskriterier

Kriterium:

Type: Omkostninger

Beskrivelse: Prix

Kategori for tildelingskriteriet vægt: Vægtning (pointantal, præcis)

Tildelingskriterium talværdi: 100

5.1.11. Tilbudsdokumenter

Adresse på udbudsdokumenterne: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1972/WV/2025>

5.1.12. Tilbudsvilkår

Vilkår for indgivelse:

Elektronisk indgivelse: Påkrævet

Indgivelsesadresse: <https://www.publicprocurement.be>

Sprog, som tilbud og ansøgninger om deltagelse kan indgives på: fransk

Elektronisk katalog: Ikke tilladt

Alternative tilbud: Ikke tilladt

Beskrivelse af den finansielle garanti: Cautionnement (5 % du montant initial du marché (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure)

Frist for modtagelse af anmodninger om deltagelse: 14/04/2026 11:00:00 (UTC+02:00)

østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid

Betingelser for kontraktens udførelse:

Udførelsen af kontrakten skal ske inden for rammerne af programmer for beskyttet

beskæftigelse: Nej

Elektronisk fakturering: Påkrævet

Der vil blive anvendt elektronisk bestilling: nej

Der vil blive anvendt elektronisk betaling: nej

5.1.15. Teknikker

Rammeaftale:

Ingen rammeaftale

Oplysninger om det dynamiske indkøbssystem:

Intet dynamisk indkøbssystem

5.1.16. Yderligere oplysninger, mægling og gennemgang

Organisation med ansvar for klager: Conseil d'Etat

Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren: Opérateur de Transport de Wallonie - Direction Namur-Luxembourg
Organisation, der modtager ansøgninger om deltagelse: Opérateur de Transport de Wallonie - Direction Namur-Luxembourg

8. Organisationer

8.1. ORG-0001

Officielt navn: Opérateur de Transport de Wallonie - Direction Namur-Luxembourg
Registreringsnummer: OTW-NL
Postadresse: Avenue de Stassart, 12
By: Namur
Postnummer: 5000
Landsdel (NUTS): Arr. Namur (BE352)
Land: Belgien
Enhed: Jean-Christophe Choukart
E-mail: jean-christophe.choukart@letec.be
Telefon: +32 81720837
Fax: +32 81720860
Internetadresse: <http://www.letec.be/>

Denne organisations roller:

Køber

Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren

Organisation, der modtager ansøgninger om deltagelse

8.1. ORG-0002

Officielt navn: Conseil d'Etat
Registreringsnummer: BE 0931.814.266
Postadresse: Rue de la Science 33
By: Bruxelles
Postnummer: 1040
Landsdel (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
Land: Belgien
E-mail: info@conseildetat.be
Telefon: +32 22349611
Internetadresse: <http://www.raadvst-consetat.be/>

Denne organisations roller:

Organisation med ansvar for klager

8.1. ORG-0003

Officielt navn: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services
Registreringsnummer: BE 0475.480.736
By: Antwerpen / Anvers
Postnummer: 2000
Landsdel (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)
Land: Belgien
E-mail: info@3p.eu
Telefon: +32 3 294 30 51

Denne organisations roller:

Udbudssystemleverandør

8.1. ORG-0004

Officielt navn: FPS Policy and Support

Registreringsnummer: BE 0671.516.647

By: Brussels

Postnummer: 1000

Landsdel (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Land: Belgien

E-mail: e.proc@publicprocurement.be

Telefon: +32 2 740 80 00

Denne organisations roller:

TED eSender

Oplysninger om bekendtgørelsen

Bekendtgørelsens ID: fb28f77c-ecfc-4c05-9225-98eeba11a85d - 02

Formulartype: Konkurrencevilkår

Bekendtgørelsestype: Udbudsbekendtgørelse – den lempelige ordning

Bekendtgørelsesundertype: 21

Afsendelsesdato for bekendtgørelsen: 05/03/2026 00:00:00 (UTC+01:00) centraleuropæisk tid, vesteuropæisk sommertid

Dato for afsendelse af bekendtgørelsen (eSender): 05/03/2026 00:00:00 (UTC+01:00) centraleuropæisk tid, vesteuropæisk sommertid

Bekendtgørelsens officielle sprog: fransk

Bekendtgørelsesnummer: 156357-2026

EUT-S-nummer: 46/2026

Offentliggørelsesdato: 06/03/2026